PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE OFFICIELLE DU CONSEIL MUNICIPAL
JEUDI 12 JANVIER 2023 A 19H30 SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2023/01

L'an deux mil vingt-trois, le douze du mois de janvier, les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués en Séance Officielle à dix-neuf heures trente, se sont réunis dans la Salle Consulaire, sous la présidence de M. Pierre BIBOLLET, Maire.

Étaient présents : Mme Michèle FAVRE D'ANNE, M. Claude COLLOMB-PATTON, Mme Chantal PASSET, M. Gilles GOLLIET, Mme Nelly VEYRAT-DUREBEX, M. Stéphane DELÉAGE, Mme Amandine DUNAND, M. Pierre LESTAS, Maires-Adjoints,

Mmes Nicole LAURIA, Muriel PÉRILLAT-dit-LEGROS, Brigitte VULLIET, MM. Karim CHALABI, Grégory BAERT, Mme Claire BARRIN, MM. Benjamin DELOCHE, Jean VULLIET, Mmes Christine RODRIGUES, Catherine DUTEIL, MM. Frédéric VAILLANT, Vincent BONEU, Mme Gaëlle VERJUS, M. Rémi FRADIN, Conseillers Municipaux.

Avaient donné procuration : Mme Christine RUFFON, M. Sébastien ATRUX-TALLAU, Mme Élixa DE POORTER, Conseillers Municipaux.

Étaient absents : Mme Joëlle TIBURZIO, MM. Stéphane BESSON, Pierre BASTARD-ROSSET, Conseillers Municipaux.

Date de la convocation : 6 janvier 2023
Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 29
Présents et représentés : 26

Secrétaire : M. Pierre LESTAS, Maire-Adjoint, prend place au bureau en qualité de secrétaire, fonction qu'il déclare accepter.

---oo0oo---

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

I. APPROUVE le procès-verbal de la séance du 22 décembre 2023.

Commentaires :

Au préalable, M. Jean VULLIET se dit surpris d'avoir lu dans le Dauphiné Libéré un article qui reprenait une partie du procès-verbal de la séance du 22 décembre qui n'avait pas été portée à la connaissance des élus. Il demande comment cela est possible. Il trouve cela très grave si des personnes détentrices du procès-verbal l'ont diffusé avant qu'il ait été approuvé par le Conseil Municipal. Il ajoute qu'il peut y avoir une coïncidence toutefois 44 mots sont identiques. Il indique qu'il est cité lui-même. Il ajoute que les procès-verbaux sont confidentiels jusqu'à leur diffusion.

M. le Maire lui répond que Jean-Paul CHAVAS, du Dauphiné Libéré, est venu le voir et lui a demandé des informations afin de rédiger un article sur le dossier de l'Ilot Rousseau. M. le Maire lui répond que c'est lui qui a donné des éléments d'information et qu'il assume cette communication. M. Jean VULLIET précise que Jean-Paul CHAVAS l'a également contacté mais il lui a demandé un report de parution ce qui lui a été refusé. M. Jean VULLIET indique qu'il en tirera les leçons et les conséquences sur les relations qu'il y a avec la presse.

Page 5 :

1/ M. Rémi FRADIN indique qu'il a fait une intervention concernant l'opération PITTET. Il faut lire : « M. Rémi FRADIN indique que les promoteurs ne pourront pas être tous aidés. Il faudrait plutôt intervenir au niveau du programme PITTET car les logements proposés seront de type BRS ».

Il ajoute qu'il a posé des questions sur le parking du Mont et qu'une discussion sur la revente de la place de parking n'apparaît pas. Il convient de préciser que « *Considérant que le parking du Mont serait très probablement définitif, M. Rémi FRADIN se questionne sur le fait de savoir s'il ne serait pas opportun de ne pas acquérir un certain nombre de places de parking de l'îlot Rousseau.* »

2/ Il est inscrit que « *Elle (Mme Christine RODRIGUES) avait indiqué que le prix moyen de vente sur le secteur est actuellement de 5 200 €.* » Or, l'élue a dit que ce prix moyen était à 5 600 €.

3/ Dans le cadre du paragraphe relatif à la clause de retour à meilleure fortune, M. Jean VULLIET souhaite que l'on rajoute : « *M. Jean VULLIET a fait une remarque concernant la lettre envoyée par PRIMALP. Il avait posé la question au promoteur sur la formulation qui n'était pas exacte et le promoteur a d'ailleurs reconnu cette erreur.* ».

II. DÉCISIONS DU MAIRE – COMPTE-RENDU - ARTICLE L2122-21 DU CGCT

N°	Date	Objet
2022-085	20/12/2022	Convention d'utilisation des équipements communaux avec l'association Aikikaiï – montant annuel de la redevance 2023 : 1 530 €
2022-086	20/12/2022	Contrat d'occupation précaire et révocable avec Mme N. PRUD'HOMME pour un logement rue B. Pierre Favre – du 05/01/2023 au 04/01/2024 – montant mensuel 547,12 €
2022-087	20/12/2022	Marché d'étude de réhabilitation d'une salle polyvalente (ECV) avec l'entreprise Cabestian sise VILLEURBANNE – avenant n° 1
2022-088	30/12/2022	Convention d'utilisation des équipements communaux avec l'association du Rugby club - montant annuel de la redevance 2023 : 2 054 €
2022-089	30/12/2022	Convention d'utilisation des équipements communaux avec l'association du club de l'Amitié – montant annuel de la redevance 2023 : 197 €
2022-090	30/12/2022	Bibliothèque municipale – tarifs 2023
2022-091	30/12/2022	Espace Muséal et Manoir de la Tour – tarifs 2023
2022-092	30/12/2022	Tarifs municipaux 2023
2022-093	22/07/2022	Convention d'utilisation des équipements communaux avec l'association du Souvenir Français – montant forfaitaire annuel de la redevance 2023 : 100 €
2022-094	30/12/2022	Convention d'utilisation des équipements communaux avec l'association Aravis Harmonica – montant annuel de la redevance 2023 : 425 €
2022-095	30/12/2022	Convention d'utilisation des équipements communaux avec l'association des Cyclos de la Vallée de Thônes – montant forfaitaire annuel de la redevance 2023 : 100 €
2022-096	30/12/2022	Convention d'utilisation des équipements communaux avec l'association Participation Citoyenne – montant forfaitaire annuel de la redevance 2023 : 100 €
2022-097	30/12/2022	Convention d'utilisation des équipements communaux avec l'association de l'UNC Alpes – montant forfaitaire annuel de la redevance 2023 : 100 €
2022-098	30/12/2022	Convention d'utilisation des équipements communaux avec l'amicale des Sapeurs de l'Empire – montant forfaitaire annuel de la redevance 2023 : 100 €
2022-099	30/12/2022	Convention d'utilisation des équipements communaux avec l'association du club Féminin – montant annuel de la redevance 2023 : 2 178 €

Le Conseil Municipal **PREND ACTE** des décisions n° 2022/085 à 2022/099.

Commentaires :

Décision 2022/096 : A la demande de M le Maire, M. Jean VULLIET précise que la dénomination de l'association indiquée n'est pas la bonne. Il a eu des échanges, par mail, concernant le nom de cette association.

En effet, le nom correspond à celui de la liste minoritaire et M. le Maire indique que pour lever toute ambiguïté cette association ne peut avoir le même nom que la liste de la minorité.

M. Jean VULLIET répond qu'il n'y a pas de lien de subordination. Par souci de transparence, il propose de diffuser aux élus les échanges de mails. M. le Maire se dit favorable à cette proposition.

Mme Christine RODRIGUES indique que le poste de vidange est en panne depuis des mois. Elle se demande où vont les campings cars quand la borne est hors service. M. le Maire répond qu'il n'est pas informé mais qu'il va le signaler aux services.

Mme Claire BARRIN demande une explication sur la différence des tarifs appliqués aux associations et pourquoi l'association Aravis Harmonica paie plus chère. Il lui est répondu que l'association utilise plus fréquemment les salles que d'autres associations, par conséquent elle a un tarif plus élevé.

INTERVENTION

III. PRÉSENTATION DU PROGRAMME « PETITES VILLES DE DEMAIN »

Présentation par Cécile GAILLARD, Chef de projet PVD, du programme Petites Villes de Demain dont le Power point a été transmis au préalable aux élus.

Commentaires :

Mme Gaëlle VERJUS indique que la convention d'adhésion prévoyait un ajustement de projet de territoire. Or, elle constate que cela n'est pas le cas. M. le Maire lui répond que le projet de territoire est récent et date de 2017. Il ajoute qu'il n'a pas été remis en question, qu'il a été intégré pour partie dans le PLU et fait l'objet de complétures avec le programme PVD.

Mme Gaëlle VERJUS demande à voir la convention cadre dans son entier mais en tant qu'élue, elle ajoute que l'ensemble du projet de territoire doit être revu. Les grandes questions autour de la résilience et de la transition énergétique ne sont pas évoquées. Elle se dit étonnée de cette présentation qui ne prend pas en compte ces notions pourtant actuelles. Il y a 6 ans qui se sont passés entre aujourd'hui et l'élaboration du projet de territoire et les grands changements intervenus dans le monde et les grands enjeux doivent être affichés, selon elle, dans la stratégie de territoire.

M. Stéphane DELÉAGE indique que la fiche Rénovation énergétique a été établie dès le début et qu'elle devait être pilotée par Jean VULLIET. L'intervention du SYANE est en cours et les fiches seront modifiées quand le rendu de l'étude sera effectué. A ce jour, les projets ne sont pas encore évalués financièrement. La question de la résilience et de la transition est traitée à travers toutes les autres fiches.

M. Frédéric VAILLANT indique, quant à lui, qu'il a « baissé les bras ». Il ne retrouve pas du tout les aspects de cohésion sociale ni ceux liés à la transition énergétique. Les besoins en logements ne figurent pas dans le programme. Aucune mention n'est faite concernant la maison du Canton. Il ajoute qu'il ne peut pas travailler sur un projet vide. A un moment donné, cela ne passe pas.

M. le Maire lui répond que la CCVT traite des logements d'urgence et que concernant la maison du Canton, la Municipalité a favorisé l'installation d'une MAM en appuyant cette démarche auprès du Département pour permettre l'installation de cette structure.

M. Frédéric VAILLANT indique que la cohésion sociale doit être un pilier. Il se dit étonné de ne rien avoir sur la cohésion et la transition énergétique.

M. Claude COLLOMB-PATTON indique que les efforts sur le logement social, même si cela coûte cher, sont concrets. Le dossier PITTET devrait aboutir ainsi que le programme de la S.A Mont Blanc situé à la Curiaz. Par rapport aux autres communes de la CCVT, la commune crée beaucoup de logements.

M. Frédéric VAILLANT indique que la commune de GRAND-BORNAND a tout de même réussi à créer des logements saisonniers et travaille sur un abaissement de 30% du prix des logements pour les résidents. M. Claude COLLOMB-PATTON lui répond que cela reste à relativiser compte tenu du prix initial du logement.

Mme Gaëlle VERJUS demande pourquoi le tènement du Château n'a pas été prévu dans l'ORT (Opération de Revitalisation Territoriale) Qu'est ce qui a motivé ce choix. Mme Cécile GAILLARD lui répond que ce secteur sort de la polarité du centre-ville et ne fait pas partie du cœur historique, et d'autre part, il n'y a pas d'intérêt de l'ajouter sachant que le dispositif fiscal DENORMANDIE s'applique sur l'ensemble de la commune.

Gaëlle VERJUS répond qu'elle connaît les effets de l'ORT mais souhaite apporter des précisions aux élus. Le périmètre a été délimité sur le centre ancien ainsi que sur la polarité commerciale. L'ORT permettant aux commerces de plus de 1 000m² d'être exonérés de CDAC (Commission Départementale d'Aménagement Commercial) au sein du périmètre opérationnel, celui-ci a volontairement été délimité de manière restreinte. Il est important que la collectivité puisse apporter son regard en CDAC sur l'installation de potentiels nouveaux commerces au sein du secteur du Château et des Besseaux. M. Stéphane DELÉAGE précise que le dispositif DENORMANDIE permet aux propriétaires de remettre ou mettre des logements sur le secteur privé, après rénovation.

M. Frédéric VAILLANT se pose la question d'intégrer la prévention de la délinquance au sein du contrat de sécurité passé avec la Gendarmerie. Ceci a été demandé par les bailleurs. M. le Maire répond que cela doit être inscrit, de mémoire, dans ce contrat. Ce contrat reste toutefois plus restreint car signé uniquement avec la Gendarmerie.

M. Frédéric VAILLANT demande si le projet du Lac de Thuy est maintenu étant donné que l'intitulé a changé. Il demande s'il sera réalisé en deux temps, à savoir, l'aménagement de la plaine des Sports puis l'aménagement du lac de Thuy. Il est répondu qu'il s'agit bien d'un projet global.

Mme Gaëlle VERJUS demande des précisions sur l'avancée des jardins partagés. M. Stéphane DELÉAGE répond que ceux de François Cochat vont sortir au printemps et ceux à La Curiaz n'ont pas encore été validés.

M. Rémi FRADIN s'interroge sur l'intention de projet concernant le Ferme de Villaret. M. Stéphane DELÉAGE indique que le dossier est au stade d'intention ; il n'y a aucune validation sur le projet. L'idée est de faire un appel à projets. Au sein du groupe, des élus devront travailler pour élaborer un cahier des charges.

M. Rémi FRADIN demande si le travail fourni ne sera pas vain. M. le Maire indique qu'il y aura un débat en Conseil Municipal car certains élus se posent la question du devenir de la Ferme du Villaret ; la Commune a-t-elle encore les moyens financiers d'entretenir ce bâtiment ?

M. Stéphane DELÉAGE indique que la commune n'a pas, en tout cas, les moyens de porter ce projet en régie communale. Des personnes privées pourront le porter et le débat aura lieu à ce moment-là.

M. Vincent BONEU indique que ce projet figure quand même dans PVD. La vocation du lieu est bien validée.

Les parcelles ont une vocation agricole. Une convention a été passée avec la SAFER pour mettre en gestion les parcelles concernées. Il y a bien une intention de projet.

Mme Cécile GAILLARD précise que tous les ans, il y a un comité de Projet et des avenants pourront être proposés. L'inscription des projets dans PVD pourra ouvrir à des financements potentiels.

Mme Nicole LAURIA demande des précisions sur le recrutement d'un responsable patrimonial. A quelle date pourrait avoir lieu ce recrutement ? M. le Maire lui répond que ce besoin intervient dans un contexte difficile. A ce jour, la commune n'a pas les moyens de lancer un recrutement.

AFFAIRES COURANTES

FINANCES – Rapporteur : M. le Maire

IV. N° 2023/001 - RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES – ANNÉE 2023

Conformément à l'article L2312-1 du Code général des collectivités territoriales, chaque commune doit présenter un rapport d'orientations budgétaires dans les deux mois précédant le vote du budget.

L'objectif est de débattre sur les grandes orientations du budget communal 2023, tant en fonctionnement qu'en investissement, en recettes et en dépenses.

Il convient de rappeler que ce débat représente une étape essentielle de la procédure budgétaire qui doit permettre aux élus d'être informés du contexte économique et financier de la Commune afin de les éclairer sur leurs choix lors du vote du budget.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après avoir débattu des orientations budgétaires 2023 :

- **PREND** acte du Rapport d'Orientations Budgétaires 2023

Commentaires :Contexte général

M. Jean VULLIET indique que le contexte actuel invite à la réflexion. Il suggère aux élus de consulter sur Internet l'intervention de M. Jean-Marc JANCOVICI qui explique pourquoi il ne pourra pas être supporté une récession dure. Cela nous oblige donc à prévoir un autre avenir. Il faut penser au changement.

Section de fonctionnement

M. Rémi FRADIN demande quel est le montant de la taxe d'aménagement concernant les places de stationnement. Aujourd'hui, la base de calcul est fixée à 2 000 € avec l'application d'un taux de 5%.

M. le Maire indique que pour être plus juste, les emprunts (4 M €) sont prévus pour financer le budget primitif 2023, donc le résultat réel est de 336 000 €, sans les restes à réaliser.

M. Jean VULLIET remercie M. le Maire d'avoir accepté de reporter, à sa demande, l'adoption du ROB un peu plus tardivement dans l'année permettant ainsi une visibilité plus juste sur les résultats 2022.

M. Vincent BONEU demande si l'impact de la hausse de la taxe foncière peut être estimé pour un particulier à une hausse de 8%. En effet, les hausses de taux peuvent inquiéter alors que l'impact n'est peut-être pas si important. Il serait bien de connaître la contribution moyenne des citoyens. M. Vincent BONEU ajoute que si c'est une charge importante pour le contribuable, le débat sera tout autre.

M. Rémi FRADIN demande des précisions sur l'intervention du Maire sur l'autofinancement. M. le Maire répond que la commune doit faire face à des dépenses plus conséquentes. L'augmentation des taux de fiscalité, ne couvrira pas cette augmentation. Il faut maintenir impérativement le virement à la section d'investissement à hauteur de 850 000 € permettant de couvrir le remboursement du capital de la dette. Il conviendra d'affecter une partie du résultat de fonctionnement pour équilibrer le budget.

Au niveau des dépenses d'électricité, M. le Maire rappelle que les collectivités peuvent bénéficier d'aides :

- ✓ La mise en place d'un bouclier tarifaire d'électricité : pour les collectivités de moins de 10 agents, avec moins de 2M d'€ de recettes, ayant contractualisé une puissance inférieure à 36 kVa sont éligibles aux tarifs réglementés de vente de l'électricité (TRVe) et vont bénéficier en 2023, à nouveau, du bouclier tarifaire sur la base d'une hausse des tarifs réglementés d'électricité limitée à +15 %.
- ✓ La mise en place d'un amortisseur électricité : les collectivités et établissements publics non éligibles au bouclier tarifaire vont bénéficier, quelle que soit leur taille, d'un nouveau dispositif : « l'amortisseur électricité ». L'État va, à ce titre, prendre en charge 50 % de la « part énergie » de la facture d'électricité comprise entre un prix unitaire de 180 €/MWh et de 500 €/MWh.
- ✓ La reconduction du filet de sécurité mis en œuvre en 2022 et destiné à compenser partiellement les surcoûts de l'énergie des collectivités, est maintenu en 2023, sous réserve de respect des critères prévus. Les collectivités qui bénéficieront de l'amortisseur électricité resteront éligibles au filet de sécurité. A noter que l'amortisseur électricité est une réduction de prix, alors que le filet de sécurité correspond à une recette de compensation. M. Pierre LESTAS précise que la commune de Thônes ne sera pas éligible compte tenu de l'évolution prévue de sa fiscalité.

M. Jean VULLIET indique que la RET achète à terme et les négociations doivent se faire avec les fournisseurs. M. le Maire indique que pour la piscine municipale et l'Espace Cœur des Vallées, c'est un montant de plus 180 000 € hors amortisseur électricité pour l'année 2023.

Section investissement

M. Jean VULLIET indique que l'opération du lac de Thuy a été évoquée lors de la dernière commission Finances. Il avait été émis alors l'hypothèse de décaler les honoraires liés à cette opération. M. le Maire répond qu'il faut regarder de près le contrat de maîtrise d'œuvre mais il sera très certainement possible de les différer. Les travaux du lac seront reportés en 2026 ou 2027. Toutefois, il faut mener les études pour pouvoir aboutir à cette date-là. M. le Maire ajoute que, en tout état de cause, des subventions devront être obtenues pour concrétiser le projet tout comme des autres opérations dont l'aménagement du centre-ville.

M. Rémi FRADIN fait une remarque sur les orientations d'investissement (page 35). Il ne comprend pas pourquoi il est écrit que le lancement de la voie Verte était une décision récente. M. le Maire répond que le lancement des travaux est récent.

M. Vincent BONEU se demande si le report des travaux d'aménagement de la plaine des Sports ne nécessiterait pas la réalisation de travaux sur le terrain de rugby, permettant une pratique sportive plus confortable. Mme Nelly VEYRAT-DUREBEX indique que, le terrain est désormais conforme avec l'installation récente d'une main courante autour du terrain. Des travaux devront être entrepris par ailleurs sur le terrain de football pour sa mise aux normes.

M. Jean VULLIET demande à quoi correspondent les recettes « autres ». Il s'agit du FCTVA et des taxes d'aménagement.

Au niveau des subventions d'investissement, celles prévues au BP 2023 ont toutes été notifiées. Le montant obtenu auprès des financeurs est de plus en plus important.

M. Jean VULLIET remercie les personnes qui ont réalisé le document présenté.

Il ajoute que ce projet de budget, volontairement « pessimiste », est partagé ; il s'agit d'une démarche de prudence.

Pour assurer un suivi plus régulier des finances, il faudrait dresser un état régulier de la situation budgétaire qui pourrait entraîner des décisions modificatives plus conséquentes. Cela permettrait un meilleur suivi permettant d'être plus opérationnel.

Il partage l'orientation retenue de majorer les impôts car un effort est demandé sur les résidences secondaires Il s'agit donc d'un accord de principe. Il ajoute que, malgré les annonces de campagne, la hausse de la fiscalité est inévitable. Cette orientation initiale de maintien de la fiscalité avait été prise à l'époque par méconnaissance de la complexité d'une commune et une moins bonne connaissance des projets déjà initiés. Il ne s'agit pas de créer une polémique politique. Dans la situation actuelle, il est opportun d'engager les propositions du groupe majoritaire.

M. le Maire remercie M. Jean VULLIET pour ses propos. Le BP 2023 sera très difficile mais il faut faire face. D'autres hypothèses sont possibles. En effet on a énormément de demandes des administrés sur l'investissement : le club house de tennis n'est pas aux normes, les voies vertes sont nécessaires, ... Il faut garder cette capacité d'investissement.

Par contre, l'investissement est moins problématique que le budget de fonctionnement qui s'avère préoccupant car les dépenses sont imposées et les marges de manœuvre sont de plus en plus restreintes.

Sur les orientations financières, la fiscalité sera limitée à 8% ce qui implique des dépenses de charges à caractère général limité.

M. Rémi FRADIN indique que, habituellement l'excédent de fonctionnement était affecté en investissement. Cette année il sera affecté, en partie, en fonctionnement pour équilibrer le BP 2023.

M. Stéphane DELÉAGE indique que cette position, prise les années antérieures, était motivée par une rigueur à tenir les dépenses de fonctionnement.

M. le Maire rappelle que le CPMT et l'association Arts et Loisirs Populaires (cinéma) n'ont pas fait de demande de subvention pour 2023. Toutefois, il faudra rétablir le montant des subventions, de l'ordre de 100 000 €, les années suivantes.

Mme Gaëlle VERJUS indique qu'il n'y aura, à priori, qu'une partie du fonctionnement affecté en Fonctionnement. Elle se demande pourquoi l'affectation du résultat de fonctionnement n'est pas réalisée en totalité en Fonctionnement. M. le Maire indique que cette décision sera tranchée au moment de l'élaboration budgétaire. Il ne s'interdit pas de laisser tout en fonctionnement. Le PPI sera diffusé dès sa mise à jour.

M. le Maire remercie l'ensemble des services, David RENARD, Directeur financier et Stéphanie CARNIS, Directrice Générale des Services, et l'ensemble des services qui ont contribué à l'élaboration du document.

V. N° 2023/002 - ANCIEN EHPAD Joseph AVET - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES LOCAUX A LA CROIX ROUGE – AVENANT N° 1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

En date du 31 mars 2022, l'EPF 74 a acquis, pour le compte de la commune de THÔNES, un tènement bâti supportant l'ancien EHPAD recentralisé.

Par délibération n° 2022/046 du Conseil Municipal du 14 avril 2022, une convention de mise à

disposition des locaux a été validée avec l'EPF 74 afin que la commune de THÔNES puisse disposer des locaux concernés.

Par délibération n° 2022/047 du Conseil Municipal du 14 avril 2022, le Conseil Municipal a émis la volonté de mettre à disposition ces locaux pour l'accueil des réfugiés Ukrainiens et une convention de mise à disposition des locaux a été signée avec la Croix Rouge pour une durée d'une année.

M. le Maire informe les élus qu'il a rencontré les services de l'Etat et les représentants de la Croix Rouge pour envisager le renouvellement de la convention.

La réflexion sur l'aménagement du secteur par la Commune étant toujours en cours, il a été convenu de prolonger la convention de mise à disposition pour une durée d'une année, soit du 7 avril 2023 au 6 avril 2024.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
Par vote à main levée, à l'unanimité,

- **AUTORISE** M. le Maire, ou son représentant à signer un avenant n°1 à la convention pour prolonger la convention d'une année, soit du 7 avril 2023 au 6 avril 2024.

Commentaires :

Mme Michèle FAVRE-D'ANNE indique que M. le Maire a sollicité la Préfecture pour participer aux frais de portage dont le montant s'élève à 65 000 €/an. La décision est en attente. Le Maire ajoute que samedi matin, le Préfet s'est déplacé avec le Président National de la Croix Rouge au centre d'hébergement. Une ukrainienne a pris la parole pour demander la pérennisation de ce centre.

M. Rémi FRADIN demande si des modifications sont apportées quant à la contribution des résidents aux frais de fonctionnement du centre d'hébergement. Non, il n'y a pas de modification mais rien ne leur est demandé pour l'instant. Le montant de l'ADA versé aux résidents a baissé de moitié occasionnant une forte demande auprès du Secours Populaire.

L'ensemble des charges sont par ailleurs refacturées en intégralité à la Croix Rouge.

Mme Christine RODRIGUES indique qu'il faudrait leur demander des efforts quant à l'éclairage intérieur du bâtiment qui peut paraître excessif le soir.

AFFAIRES FONCIÈRES – Rapporteur : M. le Maire

VI. N° 2023/003 - LES PERRASSES - PARCELLE SECTION F N° 3709 – CESSION

M. le Maire informe les élus qu'il a eu plusieurs contacts avec M. et Mme BURNET qui ont émis le souhait de se porter acquéreurs de la parcelle section F n° 3709, d'une surface totale de 2 325 m².

A l'issue de plusieurs échanges, il est proposé de leur céder le tènement au prix de 225 €/ m².

L'organisme France Domaine, par lettre du 5 septembre 2022, n'est pas opposé à cette cession, au montant proposé.

La commune souhaite toutefois bénéficier de plusieurs garanties quant au projet envisagé, à savoir la création d'un complexe de loisirs.

Ces conditions ont été acceptées par les futurs acquéreurs comme suit :

- dépôt de la demande de permis de construire : dans les neuf mois après la signature du compromis de vente
- achèvement des travaux de construction : deux années maximum après l'obtention du permis de construire
- mise en exploitation : trois années maximum après l'obtention du permis de construire.

Deux conditions sont ajoutées avant la signature du compromis de vente, à savoir :

- ajout d'une clause de garantie quant aux conditions de retour des biens à la commune en cas d'abandon ou de changement d'activité du futur acquéreur
- avis du Conseil Municipal sur le projet de compromis avant sa signature.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
par vote à main levée POUR : 18
CONTRE : 6 (C. BARRIN, R. FRADIN, F. VAILLANT, C. DUTEIL, J. VULLIET,
C. RODRIGUEZ)
ABSTENTION : 2 (G. VERJUS, V. BONEU)

- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer tous les actes et documents liés à cette vente.

Commentaires :

M. Gilles GOLLINET rappelle l'historique du dossier. La commune a dû renoncer au bail à construction car les futurs acquéreurs ont reçu un refus des banques. Il rappelle l'intérêt du dossier pour la jeunesse.

M. le Maire indique que la Commune va exiger des conditions pour s'assurer de la bonne réalisation du projet.

D'autres personnes étaient intéressées mais M. et Mme BURNET ont fait évoluer leur projet en renonçant aux logements à l'étage.

M. Rémi FRADIN trouve dommage que ce dossier ait été discuté seulement en Municipalité. Il regrette une nouvelle fois, le déroulement du débat. Comme d'habitude, il faut voter « rapidement ». Il aimerait bien que ce point soit reporté. C'est un sujet qui pourrait être discuté en commission Agricole. Est-ce que la CCVT pourrait s'intéresser à ce terrain afin d'élargir la réflexion ? Il trouve dommage que ça se passe comme ça.

M. le Maire indique que le débat a eu lieu en Conseil Municipal. Mme Christine RODRIGUES indique que ce terrain est le seul disponible ; une aire de covoiturage pourrait y être installée. Une étude sur les Perrasses est en cours de réflexion. Si ce point est validé ce soir, il faudrait se garder un droit de passage.

Mme Nelly VEYRAT-DUREBEX indique que les choses évoluent et qu'il s'agit d'une opportunité d'offre de loisirs pour la Commune. Pourquoi s'en priver au lieu que les jeunes aillent en station pour cela.

Mme Gaëlle VEJUS indique que le bail à construction peut être proposé aux autres personnes intéressées. Cela doit évoluer dans les mentalités.

M. Jean VULLIET indique qu'il faut faire évoluer les mœurs ; il indique qu'au dernier Conseil Communautaire, une entreprise souhaitant acquérir un terrain a accepté finalement la conclusion d'un bail à construction. Il ne s'agit pas de dénigrer, ni le projet, ni le porteur du projet. La CCVT a maintenu sa position et l'entreprise a finalement accepté. Pour ces raisons, il votera contre cette autorisation de vente.

Mme Amandine DUNAND indique que le contexte économique a changé. Ce serait dommage de se priver d'une telle opportunité ; cela reste une zone commerciale et artisanale. Le prix de vente est très correct.

M. Vincent BONEU indique que la Commune avait souhaité un bail à construction. Est-ce que les autres acquéreurs auraient accepté ce montage ? M. le Maire lui répond qu'ils ont répondu défavorablement. Il convient de ne pas lâcher tout de suite ; il faudrait être tenace.

M. Stéphane DELÉAGE indique que les négociations ont bien eu lieu.

Mme Claire BARRIN reste convaincue que la Commune prend un risque en vendant le terrain aussi rapidement. Elle rejoint les propos de M. Rémi FRADIN sur la connaissance du dossier, il faudrait que les élus aient une vision globale du dossier. Elle est, par ailleurs, plutôt sceptique sur l'activité Bowling. Elle ne se dit pas prête à voter ce soir. Elle votera contre. Cela semble prématuré. Elle se dit inquiète quant à la pérennité de l'activité compte tenu du contexte du loisir.

Mme Gaëlle VERJUS indique que M. Pierre LESTAS avait présenté les hypothèses de baux à l'aide d'un cabinet d'avocats. Elle rejoint M. Rémi FRADIN et Mme Claire BARRIN et demande d'avoir les documents garantissant la commune quant au devenir du terrain.

M. Claude COLLOMB-PATTON indique que c'est un des derniers terrains. Faut-il se contraindre avec un bail ? L'activité proposée est plutôt intéressante. La commission Urbanisme avait souhaité que l'activité proposée soit complémentaire et qu'elle ne soit pas concurrentielle, ce qui est le cas.

M. Rémi FRADIN indique qu'il faut se laisser du temps et ne pas se précipiter et réfléchir à d'autres usages car justement, c'est le dernier terrain disponible. Il semble que c'est du divertissement, cela ne semble pas sain dans notre société.

M. le Maire indique que le débat a déjà eu lieu sur l'activité. Un accord avait été donné sur le bail. Il ne comprend pas pourquoi le fait de vendre changerait la position de la commune sur l'activité.

M. Frédéric VAILLANT indique que l'activité Bowling n'est pas destinée à la jeunesse. Il donne l'exemple de la structure Trampoline, créée à Annemasse (Elevation Indoor) et qui correspondrait plus aux attentes des jeunes et pourrait aussi être destinée à l'usage des skieurs.

Mme Claire BARRIN indique que le contexte du loisir reste cher compte tenu du contexte.

M. le Maire rappelle l'étude de marché qui avait été faite à l'époque. Le dossier est ancien.

Il peut proposer le report du point mais cela ne changera pas grand-chose. Il propose à ce que soit ajoutée une clause de garantie sur les conditions de retour en cas d'abandon ou de changement d'activité. Un projet de compromis sera présenté aux élus avant signature pour avis.

M. Rémi FRADIN justifie son vote et indique qu'il trouve inadmissible qu'on puisse vendre un terrain destiné aux loisirs. M. Stéphane DELÉAGE lui demande ce qu'il aurait souhaité. Il répond qu'il y aurait pu y avoir des jardins partagés, ou encore une recyclerie ou tout autre activité en lien avec le social, la solidarité et l'artisanat.

Mme Amandine DUNAND s'étonne de ses propos et lui demande quelle est son activité professionnelle pendant la saison d'hiver. Il indique être moniteur de ski de fond mais qu'il réfléchit à quitter l'ESF l'année prochaine. Il précise que la transition se fait progressivement.

M. Frédéric VAILLANT demande à M. le Maire de faire cesser ces débats qui comportent des attaques personnelles.

INTERCOMMUNALITÉ – Rapporteur : M. le Maire

VII. N° 2023/004 - CCVT - COMMISSION « TRANSITION ÉCOLOGIQUE » – DÉSIGNATION D'UN NOUVEAU MEMBRE

La CCVT est particulièrement concernée par les questions liées à l'environnement, le climat et la protection de la qualité de l'air non seulement dans ses actions environnementales mais également dans l'exercice de ses compétences économiques, d'aménagement, de mobilité, ...

Ces préoccupations sont largement partagées par les communes et les acteurs sociaux économiques du territoire, c'est pourquoi l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) semble une opportunité pour mobiliser l'ensemble du territoire autour d'une dynamique ordonnée et fédératrice, en lien avec la procédure de révision du SCOT.

Le Bureau Communautaire a décidé de créer une nouvelle commission qui s'intitulera « Transition écologique ».

Par délibération en date du 14 décembre 2021, la commune avait désigné MM. Vincent BONEU et Guillaume THIBAUT en qualité de membres de cette commission.

M. Guillaume THIBAUT ayant démissionné de son poste de conseiller municipal, il convient de désigner un nouveau membre.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
Par vote à main levée, à l'unanimité,

- **DÉSIGNE**, comme membre de la commission « Transition écologique » de la CCVT : Mme Claire BARRIN

VIII. QUESTIONS DIVERSES

1- Mme Gaëlle VERJUS indique que les remarques qu'elle a faites au cours de ce Conseil ne sont pas une « attaque » mais visent à l'amélioration de l'information. Sa façon de s'exprimer peut prêter à confusion.

2- Mme Nicole LAURIA indique qu'une musique baroque du 17^{ème} siècle a été installée à l'église.

3- Mme Amandine DUNAND s'excuse sur le fait de ne pas avoir fait monter les élus sur scène lors de la cérémonie des Vœux.

4- M. Jean VULLIET indique que le discours de M. le Maire lors de la cérémonie des vœux a bien insisté sur le social. Ainsi, il espère que la tarification sociale notamment pour les repas des écoles sera mise en place au cours du mandat.

M. le Maire se dit ouvert à la discussion, les commissions doivent travailler et faire des propositions.

5- M. Frédéric VAILLANT indique que le Foyer a recruté son animateur « hors les murs ». Un autre projet va voir le jour avec la création d'un café solidaire au sein de l'EHPAD.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23h15.

Thônes, le 13 janvier 2023.

Le secrétaire,

M. Pierre LESTAS

Le Maire

Pierre BIBOLLET